

TRACTS GALLIMARD VII

Avril Mai 2020

Sommaire

Catherine Cusset	La mort, cette abstraction	2
Bruno Tertrais	L'épreuve de faiblesse	6
Liu Zhenyun	Des rires et des pleurs	11
Louisa Hall	Par la fenêtre	15
Bruno Le Maire	Vouloir une économie pour la France	20
Christophe Rioux	Assignés à résidence.....	25
Jacques Drillon	Je veux	30
Daniel Cohen	Vertu de crise.....	33
Simone Weil	La sécurité, le risque	37

<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Tracts>

Catherine Cusset

La mort, cette abstraction

CATHERINE
CUSSET

**LA MORT,
CETTE
ABSTRACTION**



29 AVRIL 2020 / 12 H / **N° 61**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Le vendredi 13 mars mon mari et moi sommes arrivés en Bretagne pour dix jours de vacances. Nous avons dû prendre une décision tout de suite : rentrer à New York avant l'annonce du confinement, ou rester ici. On ne savait pas encore ce qui allait se passer à New York même si mon mari évoquait depuis janvier des scénarios catastrophiques et pensait maintenant qu'il y aurait des mois de confinement. Tous ces chiffres me semblaient très abstraits. Nous avions emporté peu d'affaires en Bretagne, l'internet ne marchait pas, il faisait froid, la maison était humide et glaciale. Mais il y avait la vue de la lande par les fenêtres. Nous sommes restés.

C'est la meilleure décision que nous pouvions prendre, le meilleur endroit où être confiné. Les geais chantent à tue-tête, les moutons broutent l'herbe vive dans les champs alentour, l'air est pur, et chaque soir je vais voir le soleil se coucher sur la mer. Le temps passe à toute allure. Les amis ne manquent pas puisqu'on peut leur parler sur WhatsApp ou boire un apéro avec eux sur Zoom, au point qu'on se demande si les instigateurs du virus ne sont pas les compagnies internet. Cette vie réduite à l'essentiel, écrire, lire, cuisiner pour nous et pour les vieux voisins, manger, marcher, être ensemble, c'est la simplification dont je rêvais.

C'est le bonheur de ceux qui ne sont pas enfermés avec un conjoint qui les bat ou avec quatre enfants bruyants qu'ils ont envie de tuer, et dont les proches ne sont pas en train de mourir seuls dans un EHPAD ou sur un lit d'hôpital. C'est le bonheur de ceux qui ne vont pas perdre leur travail et manquer d'un jour à l'autre de moyens de subsistance. C'est le bonheur de ceux qui ne sont pas au front en train de risquer leur vie pour en arracher d'autres à la mort.

Ce bonheur presque indécent, est-il réel ? Ou n'est-il qu'inconscience ?

J'étais malade en arrivant en France. Pas de fièvre et les poumons clairs, mais je toussais beaucoup, j'avais mal partout, j'avais perdu le goût et l'odorat. Le jour de mon arrivée je suis allée dîner chez mes parents que je n'avais pas vus depuis quatre mois. Sans les embrasser, bien sûr. Je n'avais pas de masque ni de gants mais je leur disais sans cesse : allez vous laver les mains.

Trois jours plus tard à la radio j'ai entendu que l'absence de goût et d'odorat était un symptôme. J'ai eu très peur. Avais-je communiqué le virus à mes parents ? Pouvaient-ils mourir par ma faute ? Pensée insoutenable. Je suis très proche de ma mère qui, à 87 ans, incarne la vie même. Elle a des bronches fragiles. Je le savais. Mon mari m'avait dit : « N'y va pas. » J'avais envie de les voir. J'avais sacrifié à ce plaisir d'un moment leur survie. Ma mère aussi voulait me voir et ne pensait pas à la mort, cette abstraction. Nous étions toutes deux incapables d'imaginer les possibles conséquences.

Une époque comme la nôtre, c'est une époque où l'inconséquence est interdite, où une négligence, une complaisance, un simple geste comme ouvrir une porte, peut se payer de la vie. Laisser sur une surface une particule qui sera touchée. Par inconséquence, on se retrouve assassin. J'appelais deux fois par jour en tremblant : « Comment vas-tu, maman ? Et papa ? »

Elle était plutôt de bonne humeur même si l'angoisse de mourir l'empêchait de dormir et qu'elle devait prendre des tranquillisants. Elle s'était replongée dans les nombreux cahiers de son journal intime, elle retrouvait le passé. Comme tant de personnes en ce confinement, elle avait enfin du temps non interrompu et un nouveau lien à elle-même, à un moi plus profond, plus réel, que notre moi social.

En dehors du fait qu'elle se lavait les mains bien plus qu'avant et mettait des gants pour sortir, sa vie n'avait pas fondamentalement changé. Son seul souci c'était la fille de sa meilleure amie qui avait contracté la forme sévère du virus et qui était à l'hôpital, en réanimation. Je me suis exclamée : « En réanimation ? —

Oui mais c'est normal, c'est un coma artificiel. Rien d'inquiétant. Son oncle est un grand ponte dans l'hôpital : on ne peut pas être mieux soigné. » Chaque jour je venais aux nouvelles.

Après une dizaine de jours, il y a eu un mieux. La fille de sa meilleure amie est sortie du coma. Elle allait vers la guérison. « Elle a 60 ans, elle est en pleine forme. À notre âge, ce serait une catastrophe. Il n'y a que les vieux qui meurent. » Une semaine plus tard maman m'a appris, la voix inquiète, que la fille de son amie avait fait une rechute. « Ah bon ! — Ce n'est pas le virus mais une infection des poumons, il faut qu'on trouve le bon antibiotique. » À nouveau, de jour en jour, j'ai demandé des nouvelles. L'oncle médecin avait annoncé à sa sœur que la maladie, très grave, laisserait des séquelles : sa fille aurait une longue convalescence et ne serait plus la même. Un soir maman m'a dit : « L'antibiotique marche. Il y a un mieux aujourd'hui. — Ah, je suis contente ! »

Le lendemain matin elle m'a appelée en pleurant : « Elle est morte. »

C'est ça, la réalité. La mort d'une femme de soixante ans qui était en parfaite santé mais travaillait comme médecin dans un EHPAD ; sa mort après trois semaines à se battre sous un respirateur, seule, sans revoir sa mère, son compagnon ni ses enfants.

Chez moi en Bretagne, les oiseaux chantent toujours, le ciel est rose après le coucher du soleil, et la mer immuable. La beauté du monde est réelle, ainsi que le bonheur d'en être le témoin solitaire. C'est un bonheur qui peut se goûter mais ne peut se dire au temps de la mort et du sacrifice, quand le collectif l'emporte sur l'individuel.

CATHERINE CUSSET

Ma mère aussi voulait me voir et ne pensait pas à la mort, cette abstraction. Nous étions toutes deux incapables d'imaginer les possibles conséquences.

CATHERINE CUSSET VIT A NEW YORK. ELLE A PUBLIÉ UNE QUINZAINES DE LIVRES PARMI LESQUELS *LE PROBLÈME AVEC JANE*, *UN BRILLANT AVENIR* (PRIX GONCOURT DES LYCÉENS), *UNE ÉDUCATION CATHOLIQUE* ET *L'AUTRE QU'ON ADORAIT*. ELLE EST TRADUITE EN SEIZE LANGUES. SON PROCHAIN LIVRE, *TROIS FOIS AU BOUT DU MONDE*, PARAÎTRA CHEZ GALLIMARD DANS LA COLLECTION « LE SENTIMENT GÉOGRAPHIQUE ».

29 AVRIL 2020

Bruno Tertrais

L'épreuve de faiblesse

BRUNO TERTRAIS **L'ÉPREUVE DE FAIBLESSE**

LES CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES DU CORONAVIRUS



30 AVRIL 2020 / 12 H / **N° 62**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Ce devait être le monde de *Blade Runner* (1982), dont l'action est censée se dérouler en 2019, ou celui de *Soleil vert* (1973), qui se passe en 2022. C'est finalement le monde de *Contagion* (2011) que nous vivons. Quelles en seront les conséquences géopolitiques ? Les grandes crises sont des accélératrices de tendances et celle-ci ne fera pas exception.

Comme Stefan Zweig en son temps, nous regretterons sans doute *Le Monde d'hier*, celui de la liberté de circulation et de découverte : le retour des frontières, déjà bien engagé au cours des années 2010, est cette fois bel et bien là. La peur du virus s'ajoutera à la peur de l'étranger : moins de tourisme, moins d'immigration.

Mais pas plus que la Peste noire n'avait conduit à la fin des échanges par voie maritime, la crise du Covid-19 ne mettra un terme à la mondialisation. Y compris parce qu'une société interconnectée a des avantages pour la gestion des épidémies : alerte et surveillance ; rapatriements ; assistance internationale ; coopération scientifique... Ce ne sera pas la fin de la mondialisation mais de sa version « heureuse ». Le ralentissement de cette mondialisation était déjà en cours : depuis dix ans, le commerce et l'investissement à l'étranger augmentaient moins vite que la production. En cause : la crise financière, les catastrophes révélant la vulnérabilité des économies (Japon, 2011), la montée des nationalismes et des protectionnismes, l'évolution technologique (automatisation) et les préoccupations environnementales.

À court terme, les entreprises voudront reconstituer leurs marges et continueront à s'approvisionner en Asie. Mais à moyen terme, on verra les chaînes de valeur se raccourcir et la production *just in time* déclinera. À Washington et à Pékin, les partisans du « découplage » des économies des deux pays se trouvent renforcés dans leurs positions. Des trois futurs possibles pour le monde de 2030 proposés par la communauté du renseignement américaine en 2017, celui des « Archipels » (monde fragmenté) semble plus probable que ceux des « Orbites » (compétition de puissances) ou des « Communautés » (monde hyper-connecté). Le scénario « Archipels » était d'ailleurs issu, entre autres facteurs... de la « grande pandémie de 2023 ».

*

Ce changement de paradigme économique s'accompagnera-t-il d'un tournant environnemental ? Devant ce qui est présenté comme un « ultimatum de la nature » (Nicolas Hulot), nombre de militants espèrent que la lutte contre le changement climatique pourra être prise au sérieux après la pandémie actuelle, les gouvernements ayant montré une capacité de mobilisation inédite pour lutter contre elle.

Ce ne sera pas le cas : si le SARS-CoV-2 mobilise autant, c'est parce que ses effets sont immédiats, visibles et tragiques pour les individus et pour les États. En

dépît des annonces faites par les dirigeants européens, il est même possible que les préoccupations environnementales deviennent pour un temps relativement secondaires devant l'impératif de relance des appareils productifs. D'autant plus en période de prix très bas du pétrole (moins de 20 dollars au 27 avril).

On verra, certes, des avertissements quant aux liens possibles entre les deux. Il existe en effet une crainte récurrente des conséquences épidémiologiques possibles de la fonte des pergélisols, notamment dans la partie septentrionale de la Russie. Mais cette crainte ne semble pas mériter d'inquiétudes excessives : il n'y a guère d'études sérieuses montrant qu'un péril sanitaire grave résulterait de cette fonte. En revanche, l'écologie, au sens premier du terme, pourrait revenir sur le devant de la scène, en particulier la lutte contre la déforestation et la destruction des habitats naturels, que l'on sait partiellement responsables de l'émergence de virus inconnus jusqu'ici.

*

L'appel du Secrétaire général de l'ONU à un « cessez-le-feu général » sur la planète a fait écho aux « trêves de Dieu » du Moyen Âge. De fait, on assiste déjà à une accalmie sur plusieurs théâtres de guerre, et à des esquisses de détente régionale. On attribue d'ailleurs partiellement la défaite des empires centraux aux conséquences de la grippe espagnole. Mais les interventions de contre-terrorisme et les missions de soutien de la paix en pâtissent également, du fait de préoccupations sanitaires locales, ou de besoins en personnels pour des missions de sécurité sur le territoire national. De même que les médiations ou les inspections internationales, ne serait-ce que du fait de difficultés logistiques.

Les États déjà fragiles risquent d'être fortement déstabilisés et l'opportunisme stratégique va battre son plein : régimes autoritaires profitant de la situation pour accroître leur emprise, organisations radicales cherchant à pallier les déficiences des services publics... Certaines puissances majeures ne sont pas en reste. Pékin redouble d'activité en mer de Chine du sud ; et, à Washington, on s'interroge sur l'opportunité d'agir pour affaiblir encore un peu plus l'Iran.

À moyen terme, le recul de l'interdépendance économique pourrait être belligène – c'est un enseignement de l'histoire. Qui nous apprend aussi que l'affaiblissement, voire le déclin ne sont pas toujours gages de prudence à l'extérieur : c'est même souvent le contraire.

*

Or les principales puissances sortiront toutes affaiblies de la crise du Covid-19. Si le leadership américain est aux abonnés absents, aucun autre pôle de puissance n'a joué ce rôle et aucun n'en sortira grandi.

La réélection de M. Trump fait désormais face à deux obstacles : une incapacité à se saisir de la crise à bras-le-corps ; et l'émergence d'un challenger expérimenté et empathique. À ce stade, l'effet de ralliement en temps de crise continue de jouer et le président reste capable de l'emporter. Il fera campagne sur des thèmes qui lui sont chers, accusant la Chine d'être à l'origine de la crise, stigmatisant l'incapacité des organisations internationales et promettant encore davantage de protection aux

frontières. Dans tous les cas, il sera difficile à une Amérique dont la réaction a été désordonnée et qui pourrait connaître une catastrophe sans précédent dans l'histoire moderne du pays de se poser en modèle. Comme la peste pour Athènes, le Covid-19 accélèrera-t-elle le déclin de l'Amérique ?

L'attitude de l'Europe n'a guère été plus reluisante. On sait que les compétences de l'Union en matière sanitaire sont limitées. Il n'empêche : sa réaction a été tardive, tout comme l'a été la solidarité entre ses membres. Certes, la Banque centrale européenne a pris la mesure de l'impact de la pandémie et l'on peut parier que les prophètes de malheur sur la capacité de survie de l'Union seront une fois de plus pris en défaut. Mais le risque existe de voir certains de ses acquis (Schengen) être mis entre parenthèses, et l'ambition d'une « Europe géopolitique » passer à la trappe.

C'est ainsi le « vieil Occident » qui a été le plus frappé, jusqu'à présent, par la crise : les pays les plus touchés, on l'a peu remarqué, sont tous des États membres de l'Alliance atlantique.

La Chine, elle, a été le problème avant de tenter de faire partie de la solution via l'aide internationale. On peut douter qu'elle sorte grandie de la crise : retard dans la gestion de la pandémie, lanceurs d'alerte réduits au silence, propagande diplomatique éhontée, masques et tests inutilisables... Sa perte de crédit en Asie, en Europe et en Afrique est substantielle. Et sa capacité à garantir la légitimité de ses dirigeants par la poursuite de la croissance sérieusement mise en cause.

Au fond, aucun des modèles politiques contemporains ne s'est révélé particulièrement apte à gérer efficacement cette crise : ni les grandes démocraties ; ni les autocraties ou les dictatures ; et encore moins les populismes. Sauf à imaginer un effondrement économique sur lequel ces derniers pourraient prospérer de nouveau, les dirigeants populistes sont en effet confrontés au mur du réel : à leur corps défendant, la science et la technocratie se révèlent indispensables pour se confronter à une telle pandémie.

Ainsi les thèses des universitaires tels que Stephen Walt ou Kishore Mahbubani, rappelant qu'ils prédisent depuis vingt ans le transfert de la puissance de l'Ouest à l'Est, laissent-elles toujours aussi dubitatif. Il est au fond plus probable que nous entrions dans une période qui rappelle ce que Pierre Hassner avait appelé, à propos de la rivalité américano-soviétique dans la deuxième partie des années 1970, la « décadence compétitive ». Autrement dit, davantage qu'à une épreuve de force entre grandes puissances, nous serions exposés à une épreuve de faiblesse, qui ne sera pas sans danger.

BRUNO TERTRAIS

Ce texte reprend en partie une analyse publiée par la Fondation pour la recherche stratégique intitulée *L'Année du Rat* (avril 2020).

1. Le ratio commerce international/Produit intérieur brut (PIB) avait déjà décliné (61 % en 2008, 59 % en 2018), de même que le ratio Investissement direct à l'étranger (IDE)/PIB (3,8 % en 2008, 1,4 % en 2018). Source : Banque mondiale.

Au fond, aucun des modèles politiques contemporains ne s'est révélé particulièrement apte à gérer efficacement cette crise : ni les grandes démocraties ; ni les autocraties ou les dictatures ; et encore moins les populismes.

BRUNO TERTRAIS

BRUNO TERTRAIS EST DIRECTEUR ADJOINT DE LA FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE (FRS). IL A PUBLIÉ DERNIÈREMENT *LE CHOC DÉMOGRAPHIQUE* (ODILE JACOB, 2020) ET A DIRIGÉ LA PUBLICATION DE *L'ATLAS MILITAIRE ET STRATÉGIQUE* (AUTREMENT, 2019).

30 AVRIL 2020

Liu Zhenyun

Des rires et des pleurs

LIU ZHENYUN DES RIRES ET DES PLEURS



2 MAI 2020 / 12 H / **N° 63**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Tout d'abord remontons un peu dans l'histoire de la Chine. En 1942, mon village natal fut confronté à la question de la faim. Cette année-là en effet, une famine effroyable provoquée par la sécheresse a tué plus de trois millions de personnes dans la seule province du Henan, au centre du pays, et est pourtant passée quasi-inaperçue aux yeux de l'Histoire. Cinquante et un ans plus tard, en 1993, j'ai écrit un essai intitulé « 温故1942 », dont le titre de la version française est *Se souvenir de 1942*, pour revenir sur cette sécheresse. Et ce ne fut que lors de la rédaction de ce retour rétrospectif sur cette année 1942, que j'ai compris que dans des moments tragiques de cruauté extrême, au milieu des larmes et des pleurs retentissait parfois un éclat de rire. Un petit éclat de rire fortuit qui engendrait bien davantage la mélancolie que des larmes collectives.

Lorsque dans la province du Henan, il n'y eut plus rien à manger, les gens abandonnèrent leur foyer, quittèrent leur terre natale pour fuir dans la province voisine du Shaanxi. Beaucoup moururent sur le chemin de l'exode. Je pensais que face à la mort, ces êtres se demandaient : pourquoi dois-je mourir ? Qui m'affame ainsi ? Je paye mes impôts, que fait le gouvernement ? Mais il n'en fut rien, avant de rendre leur dernier souffle, ils avaient encore un dernier brin d'humour. C'est le cas du vieux Zhang, qui sur le point de trépasser, se dit en pensant à son vieil ami Li mort de faim trois jours plus tôt : « J'ai quand même vécu trois jours de plus que lui, ça vaut la peine. » Lorsque trois millions de gens meurent de faim, le cannibalisme n'a rien d'immoral. Alors que ce dernier agonisait, le vieux Wang lui baissa son pantalon prêt à lui arracher un morceau de chair. « Ça va, je vais bien », l'arrêta le vieux Zhang dans un ultime sursaut de vie. Le vieux Wang le regarda attentivement et lui dit « mais non, tu ne vas pas bien ». Le vieux Zhang réfléchit et trouva que, en effet, il n'allait pas fort, et vlan ! il succomba.

Certains charlatans saisirent cette opportunité pour s'enrichir en cette période de malheurs nationaux et inventèrent des « pilules miracles coupe-faim contre la disette » qu'ils vendaient aux pauvres victimes. « Si vous choisissez la formule concentrée, disaient-ils, une seule pilule suffit pour calmer la faim pendant une semaine ; si vous choisissez la formule simplifiée, une pilule ne fera effet qu'une seule journée. » Bien sûr, ces pilules ne faisaient aucun effet. Si leur efficacité avait été avérée, alors depuis la nuit des temps, aucun Chinois ne serait mort de faim.

Ce genre d'humour n'est pas intentionnel.

Mais revenons à aujourd'hui.

Depuis 1942 jusqu'à cette année 2020, il s'est écoulé soixante-dix-huit ans. À présent, une pandémie sévit dans le monde entier. Au 17 avril, le nombre de personnes souffrant de cette nouvelle pneumonie coronarienne dépassait la barre des 2,18 millions et le nombre de décès celle des cent quarante mille. Des chiffres

qui ne cessent d'augmenter chaque jour. Depuis le début de cette catastrophe, j'ai entendu de nouveau, autour de moi, percer çà et là, au cœur de la souffrance, des pointes d'humour.

La caractéristique de ce virus est de se propager d'homme à homme, l'isolement et la distanciation sociale sont les meilleures façons d'empêcher sa propagation, ce qui signifie que chacun doit rester confiné et isolé chez soi, sans sortir. En Chine, dans certains villages il est demandé aux habitants de garder une distance entre eux, même à la maison, et de la respecter pas uniquement pendant la journée mais également pendant la nuit. Le soir venu, des haut-parleurs diffusent la mise en garde suivante : « Que chacun prenne garde à respecter l'isolement durant la nuit ! Mari et femme ne sont pas autorisés à s'enlacer, ni à s'embrasser, et encore moins à s'adonner à certaines activités. Que les hommes maîtrisent leurs ardeurs et les femmes fassent preuve de retenue. »

En ville, un homme toussait continuellement, tous ses voisins du quartier pensaient qu'il avait attrapé le coronavirus et, par crainte d'être contaminés, s'en écartaient dès qu'ils le voyaient. Un jour, l'homme se mit à son balcon et fit cette déclaration : « Aujourd'hui je tousse, mais cela n'a rien à voir avec le coronavirus. À déjeuner, je me suis fait frire des piments et j'ai la gorge tout irritée. » En cette période de confinement, des Italiens chantent de l'opéra sur leurs balcons, des Français s'adonnent à la danse sur leurs balcons et des Chinois font des déclarations depuis leurs balcons de leur gorge irritée par des piments frits.

En Chine, depuis plus d'un mois, les bureaux de mariages ont reçu de nombreuses demandes de rendez-vous pour des procédures de divorce. Un grand nombre de couples seront divorcés à la fin de cette pandémie. Après avoir vécu confiné ensemble pendant plus de deux mois, chacun aura eu une idée très lucide du vrai visage de son partenaire. D'autres questions vont surgir : comment ce virus est-il apparu ? Comment a-t-il pu se propager à une si grande échelle ? À l'instar des couples qui divorcent, les dirigeants de la planète se blâmeront mutuellement et se rejeteront chacun la balle, ou plus exactement « se renverront la casserole », selon l'expression consacrée en Chine. Depuis, sur Internet, une vidéo est apparue intitulée « La danse de la casserole ». Trois ravissantes jeunes filles dansent une sorte de breakdance, une poêle à frire des œufs à la main. La Chine fait preuve d'inventivité chorégraphique en ces temps d'épidémie.

Cet humour n'a rien d'intentionnel non plus.

L'attitude des hommes envers un événement en détermine sa nature. Face à une petite catastrophe, la réaction de chacun est la tristesse. Quand la catastrophe atteint un certain niveau, alors le rire s'en mêle. Et l'« on est partagé entre le rire et les pleurs » pour reprendre un vieil adage bien connu.

Désormais mes romans sont traduits dans plus de vingt langues. À chacune de mes rencontres avec des lecteurs étrangers, dans n'importe quel pays, lorsqu'on me questionne sur l'humour que je mets dans chacun d'eux, je réponds souvent que ce n'est pas une intention de ma part, c'est la vie qui m'y pousse. Et quand je dis cela, je me sens si mal compris qu'une certaine tristesse me saisit.

LIU ZHENYUN

PÉKIN, 17 AVRIL 2020

TRADUIT DU CHINOIS PAR GENEVIÈVE IMBOT-BICHET

L'attitude des hommes envers un événement en détermine la nature. Face à une petite catastrophe, la réaction de chacun est la tristesse. Quand la catastrophe atteint un certain niveau, alors le rire s'en mêle. Et l'« on est partagé entre le rire et les pleurs » pour reprendre un vieil adage bien connu.

LIU ZHENYUN

LIU ZHENYUN EST NÉ EN 1958 DANS LE HENAN, EN CHINE. IL EST AUJOURD'HUI L'UN DES AUTEURS LES PLUS EN VUE DE LA CHINE POPULAIRE. NOMMÉ CHEVALIER DES ARTS ET DES LETTRES À PARIS EN 2018, IL EST NOTAMMENT L'AUTEUR DE RECUEILS DE NOUVELLES EMBLÉMATIQUES DU « NOUVEAU RÉALISME » ET DE CINQ ROMANS, *SE SOUVENIR DE 1942* (2013), *EN UN MOT COMME EN MILLE* (PRIX MAO DUN, 2013), *JE NE SUIS PAS UNE GARCE* (2015), *LE TÉLÉPHONE PORTABLE* (2017), *UN PARFUM DE CORRUPTION* (2020), TOUS PUBLIÉS AUX ÉDITIONS GALLIMARD.

2 MAI 2020

Louisa Hall

Par la fenêtre

LOUISA HALL

PAR LA FENÊTRE



4 MAI 2020 / 12 H / **N° 64**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Je n'ai jamais autant vu mes voisins que depuis que nous vivons confinés. Pas de près : par la fenêtre de la chambre du bébé. Le matin, quand il fait encore nuit dehors, je regarde la doctoresse qui vit au 519 se diriger vers l'hôpital, des chaussures confortables aux pieds, le masque qu'elle a trouvé à la quincaillerie accroché autour de son cou.

Plus tard dans la journée, son mari emmène leurs deux garçons se promener : le plus jeune dans sa voiture à pédales, celui de cinq ans sur sa nouvelle bicyclette. Une fois qu'ils sont rentrés, la femme qui vit au 512 sort de chez elle avec son déambulateur, elle cligne des yeux dans la lumière du soleil. Elle est dépassée par le tout nouveau van bleu ardoise d'Amazon Prime qui circule dans la rue. Juste avant midi, le docteur qui vit au 515 rentre chez lui après sa nuit de garde, dans sa blouse stérile, son bouclier de plastique pour le visage à la main.

Il a l'air fatigué. Tout comme la professeure de musique qui passe quelques minutes plus tard, avec son bébé dans sa poussette. Il a à peu près l'âge du mien. Nous étions toutes les deux à la maison en congé maternité il y a quelques mois. Maintenant, nous sommes encore à la maison, avec nos bébés : en faisant de longues promenades, sans nous coiffer les cheveux, en berçant le même bébé dans le même fauteuil à bascule.

J'ai beaucoup de chance. Je suis confinée avec ma famille. Aucun proche n'est mort. J'exerce toujours mon métier, j'enseigne le *creative writing* à l'université. Mon mari et moi avons récemment quitté Brooklyn, l'épicentre de la crise aux États-Unis, pour emménager à Iowa City.

Ici, tout est plus calme. Il est vrai que nous vivons près de l'hôpital et les hélicoptères font de plus en plus d'allers-retours vers les services d'urgence. Mais pour l'essentiel, les rues vides sont la manifestation la plus évidente de la pandémie.

Il n'y a aucune voiture sur les routes. Les animaux sauvages sont devenus plus intrépides. Quand je pars me promener avec mon bébé en fin d'après-midi, nous changeons de trottoir pour éviter les gens et les hardes de cerfs. Hier, un dindon a traversé la cour, noir et voûté comme un démon funeste.

Quand nous arrivons à la maison, mon mari s'occupe du bébé pour que je puisse évaluer les textes de mes étudiants, reçus sous forme numérique de Chicago, San Francisco, Maryland, Hollande. Ces histoires racontent différentes expériences de pandémie qu'on aurait lues il y a encore quelques mois comme des dystopies fantastiques.

Quand j'ai fini, je couche le bébé et je descends dîner. Il y a encore un peu de lumière du jour. Derrière nos fenêtres, le docteur qui vit au 515 poursuit ses deux fils sur la route. Pour la troisième fois de la journée, le van d'Amazon Prime circule dans notre rue.

*

Le bébé se réveille avant que le soleil ne se lève. En allant la prendre dans mes bras, je regarde le *New York Times* sur mon téléphone. J'aperçois alors la tragédie qui se déroule à proximité. Plus de 60 000 Américains sont morts, dont 15 000 à New York. Les États-Unis comptent désormais le nombre de cas le plus élevé de malades dans le monde, sans système de test organisé. Le gouvernement fédéral a réagi à l'épidémie de façon chaotique. Un matin, Trump affirme qu'il va relancer l'économie à Pâques ; l'après-midi, alors que le bébé va faire sa sieste, il admet que des millions d'Américains mourront s'il le fait. Un autre matin, il appelle le Covid-19 « le virus chinois » ; l'après-midi, « c'est la faute de personne ». Un matin, le gouvernement va s'associer à General Motors pour produire des ventilateurs et des masques ; dès l'après-midi, les États vont devoir se procurer eux-mêmes leur équipement médical ; le lendemain matin, il célèbre en fanfare la puissance de l'État fédéral ; dès l'après-midi, il revient à chaque État de décider quand ils rouvriront les commerces ; et le matin suivant, il encourage les manifestations contre les ordres de confinement décrétés par les États.

Tandis que le virus se propage des villes côtières à l'intérieur du pays, pour finir par atteindre le Midwest et l'Ouest, certains États imposent le confinement. D'autres non. L'Iowa fait partie de ceux qui n'en imposent pas. Et c'est là que plusieurs cas inquiétants de propagation se sont produits, dans des maisons de retraite surpeuplées mais aussi dans des usines de transformation de viande. Les habitants de l'Iowa sont cependant autorisés à se réunir.

Ceux d'entre nous qui ont choisi de rester à la maison le font pour se protéger eux-mêmes et pour contenir la propagation du virus, sachant que certains ne peuvent pas se permettre de s'isoler : nos soignants, nos « employés indispensables » qui travaillent dans les entrepôts d'Amazon et les usines de transformation de viande : les résidents des maisons de retraite, ceux des hôpitaux et des prisons, comme la prison du Cook County de Chicago, qui est devenue l'un des foyers principaux de l'épidémie dans le pays.

Savoir s'il faut ou non rester chez soi participe de différentes manières au débat qui a agité l'Amérique toute l'année et divisé les candidats démocrates dans leur course à l'investiture contre Trump : notre pays tire-t-il sa fierté du soin qu'il prend des plus vulnérables ? Nous définissons-nous par notre capacité à faire prospérer notre abondance ou par notre capacité à aider les membres de la société qui sont plus fragiles que nous, maintenant plus que jamais, pas seulement à cause du virus, mais en raison des prisons surpeuplées, des soins médicaux inabordables, des dangereuses conditions de travail proposées dans des lieux comme les usines de transformation de viande et les entrepôts Amazon, ou encore le besoin d'équipements médicaux dont la production a été délocalisée et que nous sommes donc dans l'incapacité de fournir aux médecins et infirmières qui en ont besoin.

Par la fenêtre de la chambre du bébé, je regarde les docteurs et les infirmières aller et venir en direction de l'hôpital, dans leurs blouses stériles bleues. La plupart du temps, ils marchent. Parfois, ils vont à vélo. En fin d'après-midi, pour ne pas

devenir claustrophobe, j'installe le bébé dans sa poussette et je me mets en route, à leur côté.

C'est un après-midi où il fait grand bleu. Les cardinaux gazouillent ; les mésanges à têtes noires volent au-dessus de nos têtes de ce mouvement si caractéristique, en piqué, qui a inspiré le créateur du bombardier B-52. Sur le chemin du retour, au-dessus de la rivière, et en hauteur, nous passons devant une série d'églises vides – l'Iowa a ordonné la fermeture des églises, tandis que des États comme le Texas ont maintenu leur ouverture autorisée – puis une rangée de résidences universitaires, et dans la cour de l'une d'entre elles, une bande de garçons qui improvisent un football américain.

Nous nous arrêtons et nous les regardons un instant. Je ressens l'envie pressante de composer un numéro pour les dénoncer. C'est ainsi que le virus se propage. Des amis qui habitent dans des villes côtières ont été surpris en train de lire seuls dans des parcs publics et renvoyés chez eux avec une amende. Comment peuvent-ils jouer au football ?

Je me retiens en me remémorant ces moments dans l'Histoire pendant lesquels des voisins se dénonçaient. Et de toute façon, ce qu'ils font n'est pas illégal : nous vivons dans l'un de ces États qui n'imposent pas le « restez-chez-vous ». Les petits commerces « dispensables » – la librairie de quartier, la boutique de fleurs qui venait d'ouvrir – ont été fermés, mais ces garçons ont le droit d'improviser un match de football américain.

Les autres États du Midwest ont été plus préventifs. Le Michigan, par exemple, et l'Illinois ont ordonné un confinement général, et ont été à ce titre la cible des manifestants qui veulent voir l'économie reprendre.

Trump les encourage. LIBÉREZ, il tweete. Il célèbre le patriotisme des manifestants. Lors de l'un de leurs rassemblements, le Gouverneur démocrate du Michigan est comparé à Hitler. Parmi les drapeaux américains, on trouve l'emblème de la Swastika.

*

Sur le chemin qui nous ramène à la maison, je réalise que j'en veux peut-être à ces joueurs de football américain parce que c'est une si belle journée. Ce serait agréable de tout envoyer au diable : de courir, crier et laisser mes baskets fouler la pelouse. De pousser, de bousculer et de m'échapper. Certains jours, je me suis sentie prisonnière à la maison. Je ne quitte jamais le bébé. J'ai pensé à Betty Friedan qui dit que la difficulté pour les mères au foyer ce n'est pas l'isolement, mais le fait qu'à l'intérieur de leur maison, elles ne peuvent trouver le moindre endroit où être seules.

Mais ce n'est que provisoire. Je ne peux pas me plaindre, ce n'est rien à côté de ceux qui vont travailler à l'hôpital, ou dans les entrepôts, ou des gens qui sont prisonniers des hôpitaux, des prisons ou d'autres installations collectives. Et cette solitude partagée comporte de vrais bénéfices. Quand je rentre de ma promenade avec le bébé, je trouve une pensée en pot sur le perron, un cadeau du couple du 510. Quand nous sommes à l'intérieur, je consulte mes e-mails et le docteur du 519 nous

informe que des graines sont offertes par les Johnson County Master aux jardiniers des environs.

Tout pousse dans le jardin. Il y a des parterres de jonquilles. Des feuilles ont poussé sur les pommiers sauvages et je passe plus de temps avec le bébé. Elle apprend à jouer. Elle rit tout le temps. La vue du chien la fait glousser et battre des pieds de plaisir. Ce qu'elle préfère, c'est que je prétende lui donner quelque chose avant de le lui reprendre brutalement.

En fin de journée, mon mari et moi déplions une couverture dans la cour et nous installons le bébé entre nous. Nous respirons l'odeur de la terre. Nous regardons les voisins passer. Quelqu'un, quelque part, travaille son violon, les fenêtres ouvertes. Quand il est l'heure, je monte les escaliers et je berce le bébé pour l'endormir. Quand je redescends, mon mari est en train de préparer le dîner. Le docteur du 515 poursuit ses deux fils sur la route. La doctoresse du 519 passe à ses côtés en poussant son enfant dans sa voiture à pédales. La lumière du jour faiblit et, comme le temps qui passe, le van d'Amazon Prime s'engage dans la rue et poursuit son chemin.

LOUISA HALL

Je n'ai jamais autant vu mes voisins que depuis que nous vivons confinés. Pas de près : par la fenêtre de la chambre du bébé. Le matin, quand il fait encore nuit dehors, je regarde la doctoresse qui vit au 519 se diriger vers l'hôpital, des chaussures confortables aux pieds, le masque qu'elle a trouvé à la quincaillerie accroché autour de son cou.

LOUISA HALL

LOUISA HALL EST NÉE EN 1982. ORIGINAIRE DE PHILADELPHIE, ELLE EST DIPLÔMÉE DE HARVARD EN LITTÉRATURE ANGLAISE. ELLE A ÉGALEMENT SUIVI DES ÉTUDES DE MÉDECINE. ELLE ENSEIGNE AUJOURD'HUI L'ÉCRITURE CRÉATIVE À L'UNIVERSITÉ DE L'IOWA ET A ÉTÉ AUTRICE EN RÉSIDENCE À L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DU MONTANA. ELLE A PUBLIÉ DEUX ROMANS AUX ÉDITIONS GALLIMARD, *RÊVES DE MACHINES* (2017) ET *TRINITY* (2020). *TRINITY* A ÉTÉ LE CHOIX DE LA RÉDACTION DU *NEW YORK TIMES* EN 2018.

4 MAI 2020

Bruno Le Maire

Vouloir une économie pour la France

BRUNO LE MAIRE

VOULOIR

UNE ÉCONOMIE POUR LA FRANCE



5 MAI 2020 / 10 H / **N° 65**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

ace à la plus grande épreuve économique de son histoire moderne, la France a résisté.

Cette résistance, elle la doit au courage et à l'abnégation des personnels de soin, dans tous les établissements, hôpitaux publics ou privés, cliniques, cabinets de médecins libéraux, EHPAD. Ils ont été le visage de la France qui console et qui tient.

Elle la doit à la cohésion des salariés, des artisans, des indépendants et des entrepreneurs.

Elle la doit aussi à l'État.

En quelques jours, l'État a dégagé des moyens financiers exceptionnels sans lesquels notre tissu économique, du plus petit commerce aux grandes entreprises industrielles, serait aujourd'hui un champ de ruines. Dans ces heures où il fallait réagir vite et fort, l'administration des Finances a montré à tous les niveaux qu'elle était une administration d'excellence, dévouée au bien public.

Il fallait briser les carcans idéologiques pour sauver notre économie. Il fallait s'affranchir des dogmes qui avaient guidé notre conduite depuis des décennies.

L'État l'a fait.

*

Maintenant, notre économie doit redémarrer.

Elle doit redémarrer dans des conditions de sécurité sanitaire maximale, mais elle doit redémarrer : sans quoi la France perdra en quelques mois le fruit de trois ans de transformation de notre modèle économique qui a été voulue par le Président de la République, mise en œuvre par le Premier ministre et le gouvernement et qui donnait des résultats.

Nous avons une ambition, nous devons en retrouver le goût et la force.

*

Passé le premier choc, le plus dur est devant nous. Nous savons que nous devons vivre avec les incertitudes du virus encore pendant des mois. Nous mesurons que la crise de trésorerie des entreprises peut se transformer en crise de solvabilité, avec son cortège de faillites et de licenciements. La crise sanitaire ne doit pas se transformer en drame social.

Raison de plus pour rester fermes dans la conduite de notre politique économique volontariste. Raison de plus pour nous projeter dès maintenant dans l'avenir.

Pour cela, nous devons d'abord tirer les enseignements de la crise épidémique.

Cinq me semblent évidents.

Premier enseignement : la production fait la force d'une nation. Nous avons su garantir notre sécurité d'approvisionnement alimentaire, parce que nous avons conservé une agriculture indépendante, une industrie agro-alimentaire performante, des commerces alimentaires et un réseau de distribution solides. Pour certains médicaments indispensables en réanimation en revanche, nous n'avons pas eu d'autre choix que de multiplier les sources d'approvisionnement extérieures. La

France doit rétablir sa capacité de production industrielle. Même au temps des réseaux numériques, les ateliers de production restent stratégiques. Produire plus, produire mieux, produire différemment sont des impératifs absolus.

Deuxième enseignement : nous avons besoin de tous. Les agents de caisse, les transporteurs, les agents de nettoyage, les postiers et les conducteurs de la RATP, les conseillers bancaires et les agriculteurs, les opérateurs des réseaux de communications ont tout simplement sauvé la France. Sans leur mobilisation quotidienne, où en serions-nous aujourd'hui ? Nous devons en tirer les conséquences sur la juste rémunération du travail. Comme nous devons tirer les conséquences du développement du télétravail, qui peut améliorer notre productivité nationale, réduire les émissions carbone, limiter les déplacements inutiles.

Troisième enseignement : un secteur financier solide est un atout décisif pour faire face à l'effondrement de l'activité réelle. Ni amie, ni ennemie, la finance est tout simplement vitale. Sans la force de frappe de notre réseau bancaire, privé ou public, nous aurions été incapables d'apporter aux centaines de milliers de TPE et de PME la trésorerie dont elles ont besoin.

Quatrième enseignement : la zone euro nous protège. La Banque centrale européenne nous permet de financer notre dette à des taux bas, elle nous autorise à prêter dans de bonnes conditions aux entreprises. Savoir qui de la Nation ou de la construction européenne sort grandie de cette crise est une question vaine. La réalité est que nations et Europe ne s'opposent pas : elles se complètent. Et que les deux devront avancer de concert pour garantir demain notre place entre la Chine et les États-Unis.

Cinquième et dernier enseignement : nous ne pouvons plus nous affranchir des règles du vivant. Nous, humains, nous vivons dans une cohabitation muette avec le monde animal et végétal, avec les océans, avec les lacs, les fleuves et les rivières, avec les nuages et le ciel. Nous avons voulu domestiquer la planète. Nous devons apprendre à la respecter. Sans quoi nous libérerons des forces plus puissantes que toutes nos mécaniques économiques, qui nous ramèneront à la vulnérabilité de nos organismes vivants.

*

Sur la base de ces enseignements, nous pouvons mesurer les failles du modèle de développement économique mondial.

Une empreinte carbone excessive, un éclatement trop grand des chaînes de valeur, des inégalités insupportables entre les États et dans un même corps social, entreprise ou nation : autant de fragilités sur lesquelles la France alerte ses partenaires depuis des mois.

La crise a une vertu : elle nous offre une chance unique de redéfinir notre propre modèle économique, national et européen.

Alors ouvrons ce débat.

Demain, la réalité implacable des rapports de force internationaux reprendra le dessus. Si nous ne choisissons pas souverainement notre voie économique, nous nous réveillerons affaiblis, déclassés ou soumis à un ordre économique que nous

n'aurons pas choisi. Ne nous faisons aucune illusion : ni les GAFAM, premiers bénéficiaires technologiques et financiers de ces bouleversements, ni les grandes multinationales renforcées par la cartellisation en cours, encore moins la Chine ou les autres grandes puissances ne nous feront de cadeau.

*

Alors, quelle économie pour la France ?

Dans quelle Europe ?

Nous voulons une économie souveraine.

De toutes les grandes nations développées, la France est celle qui dépend le plus des chaînes de valeur étrangères pour sa consommation. À plus de 75 % pour certains produits stratégiques comme les médicaments. Cela ne peut pas et ne doit pas durer. Nous devons accélérer la politique de relocalisation industrielle en identifiant les chaînes de valeur stratégiques, en pariant sur notre attractivité, en investissant massivement dans les nouvelles technologies, en robotisant davantage nos PME. Cette relocalisation ne viendra pas naturellement. Elle ne sera pas pertinente dans tous les secteurs. Elle ne se fera pas uniquement au niveau national. Seul par conséquent un effort considérable en matière de compétitivité, de technologies de pointe et de coordination européenne nous permettra de relancer des productions en France.

Nous voulons une économie juste.

Au sortir des crises, ce sont les plus qualifiés qui retrouvent le plus rapidement un emploi. Ce sont les moins qualifiés, les jeunes, les plus de 55 ans qui sont les plus exposés. Nous devons les protéger en accélérant nos politiques de formation. Nous devons aussi offrir de meilleures perspectives de rémunération à ceux qui ont les salaires les plus modestes et occupent pourtant des postes essentiels. Les écarts salariaux doivent se réduire, les inégalités avec.

Nous voulons une économie durable.

L'abandon des politiques de lutte contre le réchauffement climatique sera une des principales tentations dans les mois qui viennent. Tout va plaider dans ce sens : la chute des prix du pétrole, le besoin de relancer la machine économique, le coût relatif des énergies vertes. Nous devons faire exactement l'inverse. Il nous appartient d'accélérer la transition écologique pour faire de notre économie la première économie décarbonée de la planète. Investissons dans l'électrification de notre parc de voitures, dans le renouvellement de notre flotte aérienne, dans la rénovation des bâtiments et dans les technologies de stockage. La relance économique doit être une relance verte. Les États européens ne doivent rien céder sur le *Green Deal*.

Nous voulons une économie protégée.

Protection ne signifie pas protectionnisme. Protection signifie taxe carbone aux frontières européennes, pour compenser le coût CO2 de nos importations.

Protection veut dire contrôle attentif des investissements étrangers en France. Protection implique nouvelle politique industrielle européenne et nouvelles règles de la concurrence. Protection veut dire accélération de la juste taxation des multinationales et des géants du numérique. Elle ne signifie pas en revanche la fin de la mondialisation, qui serait une régression historique. La fin de la mondialisation est un slogan aussi absurde que facile, qui replongerait dans la misère des peuples qui en sont tout juste sortis. Elle fermerait nos consciences. Elle ralentirait le progrès. Du reste, elle appauvrirait la France, comme grande puissance économique insérée dans les chaînes de valeur mondiale. En revanche, nous devons redéfinir avec nos partenaires européens les nouvelles règles d'une mondialisation plus juste, plus durable et plus efficace. Le défi peut sembler moins ambitieux. Il demandera en réalité une mobilisation de toutes nos forces.

Une économie juste et décarbonée dans une Europe souveraine, est-ce un rêve ?

Non, une réalité à portée de volonté.

Seuls les défaitistes habituels, qui ne croient en rien et surtout pas dans la France, jugent impossible de nous redresser : trop difficile, trop coûteux, trop tard.

Difficile, oui, coûteux, certainement, trop tard en revanche : jamais.

Aux grands rendez-vous de son histoire, la France a toujours répondu présent. Cette crise en est un. Il a lieu sur un terrain qui nous est le moins familier, le terrain économique. Il ne nous convoque pas séparément, mais ensemble. Il nous oblige donc à nous dépasser comme peuple et comme nation.

Nous le ferons.

BRUNO LE MAIRE

Aux grands rendez-vous de son histoire, la France a toujours répondu présent.

Cette crise en est un. Il a lieu sur un terrain qui nous est le moins familier, le terrain économique. Il ne nous convoque pas séparément, mais ensemble. Il nous oblige donc à nous dépasser comme peuple et comme nation.

BRUNO LE MAIRE

BRUNO LE MAIRE EST MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES. IL EST L'AUTEUR DE PLUSIEURS LIVRES PARUS CHEZ GALLIMARD, DONT *PAUL ET LE NOUVEL EMPIRE* (2019).

5 MAI 2020

Christophe Rioux

Assignés à résidence

CHRISTOPHE
RIOUX

ASSIGNÉS À RÉSIDENCE

LES MUREAUX, FÉVRIER 2018-MAI 2020



6 MAI 2020 / 12 H / **N° 66**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Assignés à résidence. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est notre Président. C'était le 20 février 2018, aux Mureaux, la ville en zone urbaine sensible où j'ai grandi. À l'époque, le Président avait eu des mots forts : il avait parlé d'« émancipation culturelle » et avait dénoncé « l'insupportable assignation à résidence » dont souffraient nos banlieues. Avec le recul, les termes étaient prophétiques, quand bien même cette « assignation à résidence » valait pour tout un territoire et non pour un seul et même toit, comme aujourd'hui.

Deux ans plus tard, nous sommes tous assignés à résidence. Ou, pour prendre un synonyme en vogue, confinés. Depuis quelques mois, la Nation expérimente à grande échelle le quotidien des banlieues et elle n'en peut déjà plus de ce rétrécissement de l'existence. En temps normal, qu'est-ce qu'être assigné à résidence en zone urbaine sensible ? C'est, tout simplement, la quasi-impossibilité d'en sortir, et, plus largement, de s'en sortir. À moins, peut-être, de rêver à un « New Deal » pour la Culture, qui n'oublierait pas les banlieues.

Car je ne parle pas ici des banlieues gentrifiées de la première couronne parisienne, je pense à celles qui sont dans une sorte de *no man's land* de l'espace français, autour de Paris et de la plupart des grandes métropoles hexagonales. Pour les confinés dans un rayon d'un kilomètre autour du domicile que nous sommes tous devenus, l'image de l'isochrone est désormais parlante : prenez un cercle d'une quarantaine ou d'une cinquantaine de kilomètres autour de Paris et vous aurez une juste idée de ces villes enclavées desservies par des trains de banlieue parfois hasardeux et toujours bondés, sauf peut-être en phase épidémique. Elles ont longtemps été les oubliées de l'aménagement du territoire et les RER, flèches tricolores horizontales décochées vers la Capitale, n'y marquent pas l'arrêt. Plus vertical en théorie, l'ascenseur social, qui promettait d'autres voyages au long cours et vers d'autres cieux, y est quant à lui désespérément tombé en panne.

Au début du confinement, on a placé les banlieues sous surveillance et, quelque part, mis ces territoires jadis qualifiés de « perdus de la République » au défi de s'y conformer. Certains ont même exigé l'intervention de l'armée pour y faire respecter la décision politique. Il y a bien eu, ici ou là, quelques débordements. Mais, dans leur ensemble, les quartiers défavorisés se sont pourtant mis au diapason du pays, malgré l'exiguïté des logements et la promiscuité des familles. Leurs habitants font partie de ceux qui, en ce moment, prennent tous les risques et paient parfois un lourd tribut, continuant dès l'aube à se rendre vers le Ventre de Paris pour y travailler. Ils font tourner la grande roue de l'économie, sans avoir jamais vraiment vu la couleur des plans Marshall pour les banlieues et leurs promesses d'avenir meilleur. Les assignés à résidence à l'année n'ont pas de résidence secondaire pour fuir Paris et l'épidémie, dans un exode bucolique. Ils ne connaissent pas cette

tradition des temps troublés, pendant laquelle les classes aisées se retranchaient dans les campagnes et finissaient par revenir, après avoir envoyé en éclaireur celles que l'on appelait prosaïquement les « essayeuses », rétribuées pour s'assurer que la peste avait définitivement abandonné les villes. À l'aune de ces épisodes historiques peu glorieux, les banlieues ont fait preuve d'une entraide et d'une solidarité à toute épreuve : aux Mureaux, des jeunes des cités viennent livrer du ravitaillement alimentaire aux personnes âgées ou malades, déposé jusque sur le pas de leurs portes. Ailleurs, bien que l'on puisse douter du bien-fondé de la mesure d'un point de vue strictement scientifique, ils désinfectent énergiquement les halls d'immeuble et les cages d'escalier des HLM, pour le bien et la santé de tous. Il faut néanmoins se garder de tout angélisme en ces lieux : les trafics s'adaptent, les intégrismes guettent, l'exaspération couve.

Aux Mureaux, où le Président avait parlé d'« assignation à résidence », l'avenue qui coupe la ville en deux n'offre plus le spectacle de ses rodéos motorisés et de ses *car-jackings* au feu rouge, le meccano de tours et de barres vide ressemble chaque jour un peu plus à une maquette d'architecte dément, les cités n'ont pas encore craqué. Quant aux théâtres, aux cinémas, aux librairies, ils n'ont pas fermé pour cause de coronavirus : il n'y en avait déjà quasiment plus avant l'épidémie. Il y a deux ans, lorsque le Président était venu sur place pour la remise officielle d'un rapport sur les bibliothèques, il avait déjà fait ce constat dans l'un des rares endroits où la culture paraissait survivre en terrain hostile. Pour l'occasion, la Médiathèque avait d'ailleurs des airs de bunker et les livres auraient pu s'y rêver pare-balles. Depuis quelques semaines, le bâtiment arborait un étendard rouge étrangement familier, celui des fameuses « Folies » de l'architecte Bernard Tschumi, pavillons en métal disséminés une trentaine d'années auparavant dans le Parc de la Villette, à Paris. Après Sevran, les Mureaux venaient d'inaugurer leur « Micro-Folie », sorte de « kit de survie culturel » en zone urbaine sensible, combinant un espace scénique, un « Fab-Lab » et un musée numérique. Dans la légère pénombre de cette galerie d'art virtuelle équipée de tablettes numériques et de casques audio, quelque cinq cents chefs-d'œuvre des plus grandes institutions culturelles hexagonales pouvaient être visualisés sur un écran géant en 4 K, soit 4 096 pixels de large, avec une qualité d'image exceptionnelle. Avec ces « Maisons de la Culture » numériques pour tous, j'avais le sentiment diffus que l'on pratiquait une mise à jour du logiciel Malraux, « Start-up Nation » oblige. Tant pis pour le Syndrome de Stendhal, les banlieusards ne connaîtraient pas le trouble sensuel du choc esthétique avec une œuvre tangible. Cette démocratisation culturelle au forceps montre ses limites : dans certains territoires, l'enclavement et la relégation auront inévitablement laissé des traces durables. Qu'on les appelle maintenant « quartiers prioritaires » plutôt que « zones urbaines sensibles » ne change rien à l'affaire et je crois que j'aime bien, au fond, la présence de l'adjectif « sensible » dans tout ce bitume, cette dureté, cet ennui.

Il y a deux ans, c'était fin février, le printemps germait : devant la Médiathèque des Mureaux, au bord de l'avenue qui coupe la ville en deux, un arbre bourgeonnait dans le béton.

À l'intérieur, les membres du désormais célèbre GSPR, le Groupe de sécurité de la présidence de la République, identifiables à un petit pin's multicolore au revers de leur veste, avaient pris possession des lieux. Une dizaine de directeurs de grandes institutions culturelles attendaient le Président et faisaient le pied de grue entre les imprimantes 3 D et les brodeuses numériques, destinées à floquer des tissus et à fabriquer des tee-shirts. Cette concentration d'éminentes personnalités au mètre carré dans la Médiathèque de mon enfance, dans laquelle j'étais régulièrement revenu faire des lectures ou des signatures de romans, créait chez moi une étrange sensation de distorsion temporelle et spatiale, ma vie d'avant et mon existence actuelle se percutant dans un maelstrom émotionnel.

Le Président venait d'arriver, l'air de la Médiathèque s'était subitement compacté. Il avait serré des mains, peut-être même la mienne : c'était une autre époque, celle où les hominidés ressentaient le besoin de se secouer frénétiquement l'extrémité libre des membres supérieurs. Je n'ai pas eu le temps, ou peut-être l'aplomb, ou encore le courage, de lui dire que j'étais inquiet, que je doutais parfois de la capacité de la culture à éclore dans le béton, tel l'arbre devant la Médiathèque. Il y avait, dans mon esprit, la « jurisprudence Médicis » : projet initial de Villa sur le modèle de la prestigieuse matrice romaine déclinée en banlieue, puis de Tour finalement abandonné et enfin d'Ateliers en « déploiement progressif », dont les fruits ont certes commencé à mûrir.

C'était, à l'origine, une belle et noble idée. En 2005, en réaction à la mort des deux adolescents Zyed Benna et Bouna Traoré, des émeutes avaient éclaté à Clichy-Montfermeil, avant d'embraser les banlieues françaises, comme Les Mureaux. De la fenêtre de ma chambre d'autrefois, dans l'immeuble où mes parents vivent toujours, j'avais vu les voitures brûler, les tirs de mortiers fuser et les grands ensembles trembler. De cette fenêtre, j'avais alors eu la curieuse impression que la seconde partie de ma vie observait la première : à l'époque, cela m'avait rappelé les sons et lumières organisés dans le cadre de la Politique de la Ville, pendant lesquels on dynamitait les tours jugées insalubres et une partie de mon passé par la même occasion. À l'issue de ces émeutes dans les banlieues françaises et à l'initiative d'un journaliste et des maires de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, le rêve improbable d'une Villa Médicis avait émergé et l'idée que la culture était essentielle pour guérir ces territoires en crise avait fait son chemin. Qu'était donc devenu ce rêve ?

Depuis des années, le corps national, dont les défenses immunitaires ont été significativement affaiblies au fil du temps, présente les symptômes multiples et déroutants d'une maladie finalement mal connue, mal diagnostiquée et mal traitée. Après le confinement, les banlieues devront leur salut à leurs soignants, surtout si la vague d'une crise économique d'ampleur déferle après le tsunami sanitaire. Quelques semaines après la venue du Président à la Médiathèque des Mureaux, certains de ces soignants, spécialistes en pathologies urbaines, n'avaient sans doute pas été assez pris au sérieux. Un ancien ministre de la Ville avait rendu un rapport dans la foulée, très rapidement enterré. Le maire de Sevrans avait, quant à lui, rendu les armes, démissionnant pour protester contre l'insuffisance des politiques

publiques en banlieue. En fin de confinement, sur ce théâtre d'opérations d'un type très particulier, la bataille ne devra pas s'arrêter faute de combattants. Il y a vingt-cinq ans, *La Haine* avait été un avertissement. Récemment, *Les Misérables* auront été un appel à l'aide, lancé depuis une cage d'escalier en flammes.

Plus que jamais, nos banlieues auront besoin de leurs soignants.

CHRISTOPHE RIOUX

Assignés à résidence. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est notre Président. C'était le 20 février 2018, aux Mureaux, la ville en zone urbaine sensible où j'ai grandi.

CHRISTOPHE RIOUX

CHRISTOPHE RIOUX EST ÉCRIVAIN, UNIVERSITAIRE ET JOURNALISTE. CHRONIQUEUR POUR FRANCE CULTURE, IL A PRÉSENTÉ L'ÉMISSION « LES DENIERS DE LA CULTURE » SUR FRANCE 5. IL ÉCRIT POUR DIFFÉRENTS TITRES DU GROUPE BEAUX-ARTS, LE MAGAZINE *LIRE* ET LA REVUE *ÉTUDES*. IL EST AUTEUR DE ROMANS PUBLIÉS CHEZ FLAMMARION (*DES CROIX SUR LES MURS*, *TÊTE DE GONDOLE*). IL A GRANDI AUX MUREAUX, EN ZONE URBAINE SENSIBLE.

6 MAI 2020

Jacques Drillon

Je veux

JACQUES
DRILLON

JE VEUX



7 MAI 2020 / 12 H / **N° 67**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Je veux enterrer mes morts comme l'ont fait les êtres humains de toute éternité, depuis Antigone, et pleurer au bord de leur tombe.

Je veux qu'un risque ne prenne pas la place d'une réalité, et qu'on ne me dise pas que l'autre, parce qu'il est *peut-être* malade, est mon ennemi.

Je veux que les médecins ne soient pas des chefs auxquels il convient d'obéir, et qui se battent entre eux comme le font les chefs, de toute éternité.

Je veux être sûr de pouvoir marcher dans *mon* monde sans drones au-dessus de ma tête, sans caméra braquée sur ma maison, sans espion numérique dans ma poche.

Je veux n'être pris ni pour un imbécile auquel on peut faire admettre qu'un masque est inutile parce qu'on n'en a pas, et utile quand on en a ; ni pour un crétin devant justifier qu'il sort parce qu'il a besoin de sortir ; ni pour un enfant à qui l'on doit expliquer comment on se lave les mains.

Je veux n'être arrêté que par ma propre peur, non par un policier armé.

Je veux un gouvernement suffisamment indépendant pour ne pas faire à tout coup comme le gouvernement d'à côté.

Je veux acheter des livres librement, comme on fait dans un pays civilisé ; et ne pas entendre à la radio, à toute heure du jour et de la nuit, le même message inepte : « Alerte au coronavirus... »

Je veux n'être pas comptabilisé.

Je veux être malade libre dans un pays libre, et non me réveiller tous les matins en pensant que la barbarie, nous y sommes. Je veux que mes enfants vivent dans un monde digne d'eux.

Je veux faire des projets en me disant : je les réaliserai si je survis à cette épidémie, et non : on ne me laissera pas faire.

Je veux voir mes amis, s'ils veulent bien de moi.

Je veux, si j'admets de me « confiner », pouvoir changer librement de « lieu de confinement ».

Je veux acheter mes andouillettes là-bas, si elles sont meilleures qu'ici.

Je veux, même si « les Chinois sont des menteurs », qu'on cesse de les prendre pour des criminels d'une part, pour des incapables d'autre part.

Je veux qu'on cesse de penser qu'un médecin provincial vaut moins qu'un médecin parisien.

Je veux que, de temps en temps, sur les huit heures du soir, on sorte au balcon pour applaudir Alexandre Dumas, Charles Baudelaire et Marcel Proust, dont le métier n'était pas de nous aider à vivre, et qui l'ont fait pourtant.

Je veux que la santé ne soit pas obligatoire. Ni que la « vulnérabilité » d'un être (autrement dit son âge et/ou son état de santé), soit considérée comme un défaut, et vécue comme une charge.

Je veux qu'on n'impute pas aux individus les fautes commises par la collectivité, l'État, ou seulement les riches.

Je veux que le préfet de Seine-et-Marne me dise pourquoi j'ai le droit de me promener partout sauf sur les promenades.

Je veux que la délation ne soit pas instituée comme action morale, alors qu'elle est immorale.

Je veux que les professeurs, de mathématiques ou de trombone à coulisse, enseignent à des élèves et non à des images, dans des classes où les crayons font du bruit en tombant par terre.

Je veux qu'on se souvienne que le prêtre embrassait les lépreux.

Je veux qu'on n'instille pas dans mes veines le virus de la culpabilité : elles sont assez sollicitées comme cela.

Je veux cesser d'envier mon chat, ce rat qui court, cette blatte.

Je veux que le facteur me porte mon courrier. Vous savez, ces lettres qui portent des timbres achetés avec de l'argent.

Je veux qu'on cesse de se moquer des nostalgiques, puisqu'on sait maintenant de façon certaine que c'était mieux avant.

Je veux qu'on laisse l'épidémie faire son travail d'épidémie.

JACQUES DRILLON

Je veux qu'un risque ne prenne pas la place d'une réalité, et qu'on ne me dise pas que l'autre, parce qu'il est peut-être malade, est mon ennemi.

JACQUES DRILLON

JACQUES DRILLON EST JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN. SON DERNIER LIVRE, *CADENCE*, A REÇU LE PRIX VALÉRY-LARBAUD 2020.

7 MAI 2020

Daniel Cohen

Vertu de crise

DANIEL COHEN

VERTU DE CRISE

REDÉFINIR NOTRE MODÈLE



11 MAI 2020 / 20H / **N° 68**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Les grandes crises renversent les doxa des époques qui les ont vues naître. Ainsi, au cours des années 1930, le libéralisme économique hérité du ^{XIX}^e siècle avait-il volé en éclat. Dans les années 1970, avec la fin des trente glorieuses et la poussée d'inflation qui avait suivi le choc pétrolier, le keynésianisme avait-il lui aussi été remis en question par un néo-monétarisme jetant l'opprobre sur l'État et l'intervention publique. La crise sanitaire que nous traversons a déjà fait sauter plusieurs credos enracinés en Europe : celui, absurde depuis longtemps, du pacte de stabilité européen, aveugle à la situation macroéconomique des pays, celui des aides d'État qui interdit toute action publique d'ampleur dans les secteurs clés de l'économie. L'État, source de nos maux selon Milton Friedman, revient en force dans la gestion de la crise. « Il fallait briser les carcans idéologiques pour sauver notre économie », dit Bruno Le Maire. Ce travail d'*aggiornamento* a commencé à être fait. Où va-t-il conduire ?

Pour caractériser tout d'abord les conséquences économiques de la crise sanitaire, certains économistes parlent d'un choc « d'offre keynésien », ce qui semble une contradiction dans les termes. Soit c'est un choc d'offre, comme après la crise pétrolière, et il faut baisser les salaires pour restaurer la rentabilité des entreprises ; soit c'est un choc de demande (keynésien) et il faut augmenter la dépense publique. Ici, le virus empêche de nombreux secteurs de produire : c'est donc bien un choc d'offre, mais la baisse des salaires (des comédiens ou des garçons de café) n'est pas la solution, car cela ne restaurera jamais l'attractivité du secteur où ils travaillent. Contrairement également aux schémas keynésiens, il ne sert à rien d'augmenter la dépense publique dans les secteurs menacés puisqu'ils ne peuvent produire davantage. Mais comme dans l'analyse keynésienne traditionnelle, l'État doit mener une politique résolue de soutien aux personnes et aux entreprises frappées par la crise sanitaire pour éviter un effondrement encore plus massif de l'économie.

Le déconfinement ne doit pas conduire à relâcher cet effort. Aussi longtemps qu'un vaccin ou un traitement efficace n'auront été trouvés, l'économie restera empêchée de fonctionner à pleine capacité, du fait des règles de distanciation sociale et peut-être de nouveaux confinements à prévoir. Ce ne sont pas des mesures d'ordre macroéconomique qui seront nécessaires, mais des mesures microéconomiques, qui protègent les individus au plus près de leur situation. L'État du ^{XXI}^e siècle doit disposer de la capacité de faire du sur-mesure. Les outils existent, comme le prélèvement à la source, le RSA, les cotisations sociales, qui permettent de flécher les aides vers ceux qui subissent la crise le plus violemment. Le nouveau monde est d'abord celui où l'État-providence renouvelle l'ancien, s'adaptant à une

réalité toujours plus éclatée des individus, dans leurs dimensions professionnelle et territoriale, comme les Gilets jaunes en avaient déjà montré le besoin.

La difficulté spécifique de l'État français à répondre à la crise tient beaucoup à la situation intermédiaire où il se trouve : il n'est plus l'État jacobin d'hier, qui commande la politique publique à partir de Paris. Il doit désormais compter avec les régions, les maires, les agences indépendantes de santé, les savants... Mais il n'est pas non plus devenu un État girondin, déléguant vraiment aux collectivités locales le pouvoir de décision, pour les écoles ou la politique sanitaire. Il délègue une partie de son pouvoir mais en silo, les préfets et les agences régionales de santé se parlant peu ou pas du tout, ce qui explique en partie l'échec des politiques de tests qui auraient été décisives au début de la crise. L'État français doit mener une réflexion critique sur la situation bancale où il s'est mis lui-même. Le modèle de demain dépendra des choix que nous ferons en matière de transports collectifs, d'aménagement du territoire qui échapperont à l'État centralisateur. Il dépendra aussi de la démocratie sociale pour lancer les délibérations sur la nouvelle organisation du travail que le télétravail a fait surgir.

À l'échelle globale, la pandémie pourrait clore le cycle d'internationalisation de l'économie, qui a commencé avec les réformes de Deng Xiaoping en Chine au début des années 1980 et la chute du Mur de Berlin en 1989. La guerre commerciale lancée par Trump avait d'ailleurs convaincu les Chinois eux-mêmes qu'ils devaient réduire leur dépendance à l'égard des États-Unis. Nous faisons aussi l'expérience en Europe de la dépendance où nous nous trouvons à l'égard de la Chine pour notre production de masques et de paracétamol et demain peut-être de 5G. Comme le dit aussi Bruno Le Maire, il faudra gérer le raccourcissement nécessaire des chaînes de valeur, mais en évitant l'effondrement du commerce international qui avait marqué la crise de 1929.

Ce qui se joue en France et en Europe est surtout la recherche d'une autre issue que l'alternative mortifère entre un modèle « confucéen » et un modèle « libertarien ». On ne voudrait pas que la pandémie serve de prétexte à une société de surveillance, comme c'est déjà le cas en Chine où chacun est déjà noté à la manière des chauffeurs d'Uber, où la reconnaissance faciale permet d'identifier instantanément celui qui traverse les rues en dehors des passages cloutés. Et l'on ne voudrait pas davantage que ce soit des entreprises privées qui s'en chargent, via un « capitalisme de surveillance » pour reprendre le titre d'un livre de Shoshana Zuboff, où Google et Apple déploient toujours davantage leur toile pour tout savoir de nous. Cette crise sanitaire risque d'apparaître comme un moment d'accélération de l'emprise des GAFAs, comme le point d'inflexion du passage du capitalisme industriel au capitalisme numérique. Le confinement a déjà permis l'utilisation massive des techniques numériques : le télétravail, l'enseignement à distance, la télémedecine... Mais on ne voudrait pas que ces techniques continuent de venir toutes faites, en direct de la Silicon Valley, sans médiation avec les métiers concernés. On voudrait suivre une voie où les personnels de santé puissent eux-mêmes définir leur bon usage, pour guérir sans surveiller. On voudrait que des circuits courts, respectueux de l'environnement, utilisent autrement les outils

numériques. Une aspiration humaniste et écologique est apparue durant le confinement qui va continuer à s'exprimer. Indiscutablement, comme le dit Bruno Le Maire : « la crise a une vertu : elle nous offre une chance unique de redéfinir notre propre modèle économique, national et européen ».

DANIEL COHEN

Aussi longtemps qu'un vaccin ou un traitement efficace n'auront été trouvés, l'économie restera empêchée de fonctionner à pleine capacité, du fait des règles de distanciation sociale et peut-être de nouveaux confinements à prévoir. Ce ne sont pas des mesures d'ordre macroéconomique qui seront nécessaires, mais des mesures microéconomiques, qui protègent les individus au plus près de leur situation.

DANIEL COHEN

DANIEL COHEN EST DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, PROFESSEUR ET MEMBRE FONDATEUR DE L'ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS. IL A ÉCRIT DE NOMBREUX OUVRAGES, DONT, DERNIÈREMENT, *IL FAUT DIRE QUE LES TEMPS ONT CHANGÉ... CHRONIQUE (FIÉVREUSE) D'UNE MUTATION QUI INQUIÈTE* (ALBIN MICHEL, 2018).

11 MAI 2020

Simone Weil

La sécurité, le risque

SIMONE WEIL

LA SÉCURITÉ, LE RISQUE

EXTRAIT DE « L'ENRACINEMENT », 1949



11 MAI 2020 / 20H / **N° 69**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

L' *Enracinement* est la dernière œuvre de la philosophe Simone Weil, écrite à Londres en 1943 quelques mois avant sa disparition. Conçu, dans le cadre des travaux théoriques de la France Libre, comme le *Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, l'ouvrage s'ouvre sur un inventaire des « besoins de l'âme », parmi lesquels Simone Weil nomme, l'un après l'autre, « La Sécurité » et « Le Risque ». Dans la mise en tension de ces deux thèmes et des obligations qui y sont liées, la philosophe, de façon presque abrupte, met au jour l'un des traits saillants de nos sociétés contemporaines, tels que révélés par la crise. *L'Enracinement* a été publié par Albert Camus, à titre posthume, en 1949, dans sa collection « Espoir ». Pour ce dernier, il était impossible, dans les circonstances de l'après-guerre, « d'imaginer pour l'Europe une renaissance qui ne tienne pas compte des exigences » définies par Simone Weil et qui lui auront permis « au-delà des préjugés les plus naturels de comprendre la maladie de son époque et d'en discerner les remèdes. »

ALBAN CERISIER

LA SÉCURITÉ

La sécurité est un besoin essentiel de l'âme. La sécurité signifie que l'âme n'est pas sous le poids de la peur ou de la terreur, excepté par l'effet d'un concours de circonstances accidentelles et pour des moments rares et courts. La peur ou la terreur, comme états d'âme durables, sont des poisons presque mortels, que la cause en soit la possibilité du chômage, ou la répression policière, ou la présence d'un conquérant étranger, ou l'attente d'une invasion probable, ou tout autre malheur qui semble surpasser les forces humaines.

Les maîtres romains exposaient un fouet dans le vestibule à la vue des esclaves, sachant que ce spectacle mettait les âmes dans l'état de demi-mort indispensable à l'esclavage. D'un autre côté, d'après les Égyptiens, le juste doit pouvoir dire après la mort : « Je n'ai causé de peur à personne. »

Même si la peur permanente constitue seulement un état latent, de manière à n'être que rarement ressentie comme une souffrance, elle est toujours une maladie. C'est une demi-paralysie de l'âme.

LE RISQUE

Le risque est un besoin essentiel de l'âme. L'absence de risque suscite une espèce d'ennui qui paralyse autrement que la peur, mais presque autant. D'ailleurs il y a des situations qui, impliquant une angoisse diffuse sans risques précis, communiquent les deux maladies à la fois.

Le risque est un danger qui provoque une réaction réfléchie ; c'est-à-dire qu'il ne dépasse pas les ressources de l'âme au point de l'écraser sous la peur. Dans certains

cas, il enferme une part de jeu ; dans d'autres cas, quand une obligation précise pousse l'homme à y faire face, il constitue le plus haut stimulant possible.

La protection des hommes contre la peur et la terreur n'implique pas la suppression du risque ; elle implique au contraire la présence permanente d'une certaine quantité de risque dans tous les aspects de la vie sociale ; car l'absence de risque affaiblit le courage au point de laisser l'âme, le cas échéant, sans la moindre protection intérieure contre la peur. Il faut seulement que le risque se présente dans des conditions telles qu'il ne se transforme pas en sentiment de fatalité.

SIMONE WEIL

Extrait de *L'Enracinement*, « Folio essais », 1990.

Il faut seulement que le risque se présente dans des conditions telles qu'il ne se transforme pas en sentiment de fatalité.

SIMONE WEIL

SIMONE WEIL (1909-1943) EST UNE PHILOSOPHE FRANÇAISE. DISCIPLE D'ALAIN, ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, AGRÉGÉE DE PHILOSOPHIE EN 1931, OUVRIÈRE CHEZ RENAULT EN 1934-1935, ENGAGÉE DANS LES BRIGADES INTERNATIONALES EN 1936, OUVRIÈRE AGRICOLE EN 1941, ELLE QUITTA LA FRANCE EN 1942 POUR NEW YORK PUIS LONDRES, OÙ ELLE TRAVAILLA POUR LA FRANCE COMBATTANTE DU GÉNÉRAL DE GAULLE. ELLE DÉMISSIONNA EN JUILLET 1943 : ATTEINTE DE TUBERCULOSE, ELLE MOURUT LE 24 AOÛT 1943 AU GROSVENOR SANATORIUM.

11 MAI 2020